Des partis de la gauche radicale européenne, la LCR et le PSL pour la Belgique, se sont rencontré à Strasbourg au début du mois d'avril afin de constituer un pôle anticapitaliste aux élections européennes. Une déclaration a été adopté et des activités de meetings et d'échanges communes auront lieu. Dans ce dossier, constitué par des articles parus sur le site du Nouveau Parti Anticapitaliste (France), nous présentons plusieurs de ces organisations.

Grèce: Coalitions plurielles

La gauche radicale grecque est aussi puissante socialement et politiquement qu'elle est fragmentée en plusieurs partis et organisations.

Cette force de la gauche radicale s'inscrit dans une histoire de résistances et luttes sociales impressionnantes, la dernière s'incarnant dans l'explosion de la jeunesse grecque de décembre dernier. Mais il y a en toile de fond une succession de journées de mobilisations sociales appelées par un mouvement syndical lui aussi, imposant. La Grèce, enfin, se caractérise aussi par une crise politique endémique et une corruption généralisée.

C'est dans ce contexte que se débat la gauche radicale confrontée à la fois à un PASOK, parti mi social-libéral mi populiste, rongé par la corruption et à l'un des derniers partis communistes neo-stalinien de masses (KKE). Nombre

d'organisation d'extrême gauche viennent, d'ailleurs, de la crise du PC. La dureté des relations au sein du mouvement ouvrier imposé par le stalinisme grec pèse encore sur les relations entre divers groupes et organisations, même celles de la gauche radicale.. Au delà de cette caractéristique, « les gauches radicales et les gauches révolutionnaires » grecques constituent des forces considérables.

Après le KKE, il y a Synaspysmos, une organisation qui couvre un spectre assez large de positions, toute une palette de courants réformistes de gauche-certains préconisant l'alliance avec le PASOK, d'autres la rejetant, au niveau national mais pas au niveau local ou régional. Synaspysmos compte aussi des courants radicaux, notamment dans ses jeunesses. Synaspysmos est membre du parti de la « gauche européenne » avec Die Linke et les autres partis communistes.

Elle a formé une coalition-Syryza (avec des organisations et courants révolutionnaires : le KOE, le DEA, Kokkino) qui défend une série de positions radicales, dont certaines sont ouvertement anticapitalistes. Celles ci se sont manifestées en particulier dans le soutien aux mobilisations de la jeunesse en décembre dernier.

Il y a maintenant aussi une autre coalition : Antarsia-« coalition anticapitaliste pour le renversement » qui comprend toute une série d'organisations révolutionnaires (le SEK, l'OKDE, le NAR) qui ont décidé de coopérer ensemble pour les prochaines élections européennes, dans une perspective anticapitaliste, et clairement indépendante du PASOK.

Les deux coalitions n'ont pas de relations unitaires, elles participent, néanmoins, l'une et l'autre aux réunions de la gauche anticapitaliste européenne.

Italie : Sinistra Critica (La Gauche critique)

Sinistra critica est un mouvement politique né pour contrer la dérive gouvernementaliste et modérée de la gauche italienne, d'abord en luttant, au sein du Parti de la Refondation Communiste (PRC), pour que ses dirigeants ne dilapident pas la possibilité de reconstruire une gauche clairement anticapitaliste, ouverte aux luttes et aux mouvements, pour une alternative réelle aussi bien aux droites qu'à

la gauche libérale.

Lorsque la majorité du PRC a décidé d'abandonner ce chemin et de participer au gouvernement du pays avec les forces social-libérales (le gouvernement Prodi de 2006), appuyant ainsi de fait une politique de subordination aux exigences du patronat, à la guerre impérialiste et aux diktats du Vatican, Sinistra Critica n'a pas renoncé à ses positions.

C'est pour cette raison, que son élu au sénat, Franco Turigliatto, a été exclu du PRC, étant déclaré « incompatible avec le PRC » par sa direction, pour avoir voté contre la présence des bases de l'OTAN en Italie et contre la participation de l'Italie aux missions militaires en Afghanistan et au Liban. « Incompatibles avec la guerre et le néolibéralisme », tel est le

slogan qui, en réponse à cette décision, a marqué la naissance de Sinistra Critica comme organisation indépendante, recueillant des milliers de militants du PRC déçus par son tournant gouvernementaliste, mais aussi de très nombreux militants des mouvements sociaux, des luttes étudiantes, des syndicats de base et contre la concertation, des mouvements féministes, antiracistes, pacifistes…

Sinistra Critica est aujourd'hui une organisation politique nouvelle, qui travaille dans la difficile situation politique et sociale italienne, pour maintenir ouvert un espace politique : celui de la reconstruction d'une gauche anticapitaliste large, enracinée dans la société, entièrement impliquée dans les mouvements, forte de l'entrée en scène déterminante des nouvelles générations - féministe, écologiste, communiste.

La gauche italienne, et le PRC en premier lieu, a été dévastée par sa participation au gouvernement Prodi et elle ne sait toujours pas aujourd'hui comment sortir de sa crise de crédibilité, de militantisme, d'enracinement social.

Sinistra critica, tout étant consciente de ses propres limites, continue le chemin long et difficile de la reconstruction d'une gauche qui soit vraiment utile, car elle se bat pour un autre monde, dénonce la barbarie capitaliste et ne fait pas de compromis avec le système. Une gauche qui pense que « ce sont les patrons et les banquiers qui doivent payer cette crise » et non pas les travailleurs, les précaires, les jeunes, les femmes, les immigrés.

Pour s'opposer à la violence des attaques sociales, des campagnes racistes et autoritaires du gouvernement Berlusconi, renforcé par le suicide des gauches italiennes, il faut dénoncer haut et fort le caractère « de classe » de ces politiques et agir pour qu'apparaisse clairement la nécessité d'une bataille anticapitaliste cohérente.

C'est dans cet esprit que Sinistra Critica participe à la construction d'une gauche anticapitaliste européenne qui fasse également émerger un pôle anticapitaliste à échelle continentale. Mais elle n'a pas réussi à réunir les conditions légales pour se présenter aux élections européennes.

Etat espagnol : Izquierda Anticapitalista (La Gauche Anticapitaliste)

La Gauche Anticapitaliste (IA) est une organisation se définissant comme révolutionnaire, anticapitaliste, internationaliste, alternative, féministe, écologiste et s'efforçant d'impulser les luttes contre toute forme d'exploitation, d'oppression et de domination, que ce soit pour des raisons de genre, d'orientation sexuelle, de nationalité ou encore de culture.

Elle oeuvre à la construction d'une alternative anticapitaliste dans l'Etat

espagnol, indépendante du social-libéralisme et des forces satellisées par lui, mettant à l'ordre du jour la rupture avec les actuelles politiques et se positionnant au coeur des luttes sociales. Elle cherche à contribuer à la mise en place d'un outil de lutte efficace au service des secteurs populaires face à la mondialisation capitaliste.

Il faut lutter pour remettre au premier plan la nécessité d'une rupture révolutionnaire permettant d'engager la construction d'une société socialiste autogestionnaire, libérée de

l’exploitation, de l’aliénation et de l’oppression, en harmonie aussi avec la nature, où tout le monde puisse participer d’une façon démocratique et pluraliste au choix d’un nouvel avenir collectif.

La gauche ne part jamais de rien, au contraire, la mémoire collective et l’expérience du passé rendent possibles les projets et les rêves tournés vers l’avenir. Voilà pourquoi la Gauche Anticapitaliste cherche à faire sienne les apports du marxisme révolutionnaire, de l’écologie et du féminisme tout en s'efforçant de tirer,

pour l'avenir, des leçons des processus révolutionnaires et d'émancipation – autant de leurs succès que de leurs erreurs - ainsi que de l'histoire des mouvements sociaux et de leurs organisations. Et cela afin d'échapper aux erreurs et aux dogmatismes.

Izquierda Anticapitalista est présentes dans les principales villes, régions et nationalités de l'Etat epagnol, à Madrid, Barcelone, l'Andalousie, Euskadi, la Galice.. Les militants de sont aussi présents dans les mouvement sociaux et les syndicats

de travailleurs.

La Gauche Anticapitaliste est une organisation internationaliste. La crise actuelle ne fait que renforcer la nécessité de mettre au point une réponse internationale. Voilà pourquoi elle est partie prenante des efforts de mise en place d'un front anticapitaliste européen et international, à travers sa participation à diverses rencontres, réunions et conférences internacionales.

Izquierda Anticapitalista a mené une campagne des plus actives pour se présenter lors des prochaines élections européennes. Elle a receuilli plus de 15.000 signatures de citoyens et plusieurs dizaines d'élus qui lui permettront de se présenter et de faire campagne.

Deux meetings sont prévus à Barcelone et Madrid avec Olivier Besancenot.

Portugal : Le Bloco de Esquerda (Bloc de Gauche)

Le Bloc de Gauche (Bloco de Esquerda) est né en 1999 de la convergence de trois courants politiques : l'Union Démocratique Populaire (UDP), d'origine maoïste, le Parti Socialiste Révolutionnaire (PSR), membre de la IV° Internationale, et un courant issu du Parti Communiste.

Cette dynamique de rassemblement de la gauche anticapitaliste et les caractéristiques propres du champ politique portugais (maintien d'un Parti Communiste très stalinien, au lent déclin, absence des Verts, loi électorale avec proportionnelle) vont permettre au BE, en s'appuyant sur des luttes sociales significatives, d'occuper très rapidement une place importante.

Dès les législatives de 1999, le BE réalise une petite percée avec 2,5% des voix. A la présidentielle de 2001, son candidat, F. Rosas, obtient 3%, pour 5% au candidat du PCP. Il obtient ses premiers élus locaux aux municipales de fin 2001, en étant présents sur 70 des 308 scrutins, soit près de la moitié de l'électorat. Plusieurs dizaines de candidats seront élus, sur différents types de

mandats, la loi électorale étant assez complexe.

La progression du BE se poursuit aux législatives de 2002 (2,7% et 3 députés), aux élections européennes de 2004, avec 4,9% et un député. Puis c'est la percée spectaculaire des législatives de 2005 : alors que la droite s'effondre, les progrès du PS ne freinent pas ceux du BE qui

obtient 8 députés avec 6,38%.

Ce succès se confirmera à la présidentielle de 2006, malgré un contexte moins favorable, avec les 5,3% de son candidat, Francisco Louça.

Aujourd'hui, le BE, qui compte autour de 7000 membres, est la cinquième force politique du

pays. Ces dernières années, il a mené de vigoureuses campagnes, en s'appuyant sur la popularité de ses élus, et notamment de F. Louça et de L. Fazenda : pour la dépénalisation de l'avortement, pour l'abolition du secret bancaire, contre la guerre et l'impérialisme. Le Bloco a, aussi, adopté lors de son dernier congrès une position de refus de participation à un gouvernement avec le PS et le centre gauche.

« Le projet du PS pour 2009 est dans la continuité des politiques qui ont conduit au développement du chômage, de la précarité et de la pauvreté, que ce soit pour obtenir une majorité absolue ou pour recourir à la formation d'un bloc du centre. Casser cette majorité absolue du PS et combattre la politique du bloc du centre constitue la stratégie de la gauche socialiste.

C'est pourquoi il ne participera pas à un gouvernement avec le PS, parce que les programmes sont contradictoires. Il n'acceptera aucune collaboration avec un gouvernement, du PS ou du bloc du centre, car quatre années de gouvernement Socrates (PS portugais) ont démontré que ces politiques doivent être battues.»

Au plan international, le BE a participé dès sa naissance aux différentes rencontres de la gauche anticapitaliste européenne, et participant activement, aux côtés du NPA, à la préparation des initiatives. Il participe aussi au parti de la gauche européenne.

Le NPA était représenté au congrès du BE qui s'est tenu à Lisbonne, les 7 et 8 février, en

même temps que le Bloco participait au congrès fondateur du NPA.

Le Bloco a un député européen sortant. Il présente une liste pour les prochaines élections européennes.

Ecosse : Le Scottish Socialist Party

Le SSP a été fondé en 1999, avec d'autres courants plus petits venant du Parti Travailliste, du PC, de la gauche nationaliste écossaise et du trotskisme, ainsi qu'avec un nombre important de militants indépendants.

En 2003, après avoir obtenu 130 000 voix et six députés au parlement écossais, le SSP était reconnu comme l'opposition de gauche au Parti Travailliste en Ecosse. L'Ecosse a environs 5 millions d'habitants.

Ce projet a subi un sérieux recul du fait d'une scission intervenue en 2006. Affaibli, le SSP a cependant récupéré peu à peu des forces. Un point d'inflexion a été l'élection législative partielle du 24 juillet 2008 à Glasgow Est, où sa candidate est arrivée en tête des candidats de la gauche, obtenant deux fois les votes des Verts (qui ont

2 députés).

Les membres du SSP participent activement aux campagnes anti-guerre, contre le nucléaire, en défense des droits de femmes, des homosexuels et des sans-papiers, en défense des services publics (éducation, santé

et contre les privatisations). Pendant deux ans ils ont joué un rôle important dans la lutte qui a réussit à empêcher la municipalité d'Edinburgh de démolir le quartier populaire de Cannongate, déclaré patrimoine historique par la UNESCO, pour le vendre aux entreprises de la construction.

Le NPA étant invité au congrès du SSP qui s'est tenu récemment. Les principaux points de l'ordre du jour du congrès étaient, d'une part, la politique internationale et la participation aux élections européennes ; et d'autre part la réorganisation du SSP, dont les modalités

d’organisation et le journal, dans le cadre de son retour sur la scène politique écossaise.

Il y a eu un débat sur la participation ou non aux élections européennes. Le Congrès a voté d’y participer par deux tiers des voix. Un vote

beaucoup plus serré à marqué la décision de ne pas soutenir la liste du RMT—une initiative syndicale avec la participation du PC et du CWI, qui propose une version de gauche des tendances anti-européennes qui existent dans les iles britanniques.

Danemark : L'alliance Rouge-Verte

L'Alliance Rouge-Verte est un parti socialiste démocratique dont l'objectif est de combiner une

orientation politique pour le changement social avec une orientation politique pour résoudre les grands problèmes environnementaux tant au niveau national qu'au niveau international.

Nous nous opposons à la mondialisation menée par les grandes entreprises, aux politiques néolibérales et aux privatisations, et nous nous battons pour un secteur public dans lequel les populations

et non le profit sont au centre des préoccupations. C'est pourquoi nous avons comme slogan depuis des années « Le peuple, pas le profit ». En tant que parti démocratique, nous sommes favorables à l'extension des droits

humains et démocratiques. Par conséquent, nous nous opposons à la soi-disant « guerre contre le terrorisme » menée par les Etats-Unis, qui restreint ces droits.

Actuellement les trois priorités politiques principales de l'Alliance Rouge-Verte sont la redistribution économique, une politique énergétique durable et la garantie des droits civiques de base.

Parce qu'elle croit à la construction du socialisme par en bas, l'Alliance Rouge-Verte met la priorité sur les mouvements extra-parlementaires – en particulier les mouvements syndicaux

et étudiants – mais se présente aussi aux élections parlementaires nationales et locales. Aux élections du 13 novembre 2007 nous avons obtenu 2,2% des voix et 4 sièges au parlement national (Folketinget).

Aux élections municipales et régionales du 15 novembre 2005, des membres de l'Alliance ont été élus aux conseils municipaux de 14 villes, parmi lesquels 6 membres et 9,5% des

voix dans le bastion du parti à Copenhague. L'un des sept maires de la ville (responsable pour les affaires sociales) y est un membre de l'Alliance. Nous avons également des membres dans 4 des 5 conseils régionaux.

L'Alliance Rouge-Verte a été formée en 1989 par trois partis de gauche : le Parti Socialiste de Gauche, le Parti Communiste du Danemark et le Parti Socialiste des Travailleurs, et par des

socialistes indépendants.

Aujourd'hui l'Alliance Rouge-Verte a plus de 4 500 membres dont une majorité n'a jamais été membre des organisations

fondatrices, et travaille main dans la main avec les 1 000 membres du Front de la Jeunesse Socialiste – dont de nombreux membres sont aussi membres de l'Alliance Rouge-Verte.

L'Alliance Rouge-Verte s'oppose à la construction de l'Union Européenne, que nous considérons être un instrument du capitalisme européen, et particulièrement à la construction d'un Etat européen et à l'établissement d'une

armée européenne.

Aux élections européennes l'Alliance Rouge-Verte présente des candidats des deux mouvements critiques de l'EU le Mouvement de Juin et le

Mouvement des Peuples contre l'UE. Le leader du Mouvement des Peuples et actuellement député européen est Soren Sondergaard, anciennement député de l'Alliance Rouge-Verte au parlement national.

Suède : Socialistiska Partiet (Parti Socialiste)

Le Parti Socialiste est un jeune parti dont les racines plongent dans la

rébellion de la jeunesse de la fin des années 1960. Aujourd'hui, une nouvelle génération se tourne vers notre organisation.

Actuellement, le Parti Socialiste compte quelques centaines de membres actifs dans toute la Suède et nous sommes présents dans une vingtaine de villes et nous avons une

certaine influence dans certains syndicats, principalement dans différentes usines Volvo dans tout le pays. Notre ambition est de construire un parti des travailleurs non-bureaucratique,

où les décisions sont prises de manière démocratique.

La nécessité d'un parti révolutionnaire des travailleurs dans un pays plutôt riche

comme la Suède peut ne pas paraître évidente. Mais la perspective nationale sur laquelle repose un tel rejet de la nécessité de la révolution est en fait trompeuse. Depuis

la fin de la seconde guerre mondiale, la Suède a aidé à former une organisation impérialiste sous la coupe du leader capitaliste incontesté, les Etats-Unis

d'Amérique. Cette organisation capitaliste globale a assuré l'exploitation accrue de ce qu'on appelle le « tiers-monde », une opération qui continue et qui profite à des

entreprises multinationales suédoises, et, en dernier ressort, à des sections importantes de la population suédoise. C'est en particulier le cas des bureaucrates qui

dirigent les syndicats et les deux gros partis parlementaires de gauche, les Sociaux-Démocrates , et le Vänsterpartiet (Parti de Gauche). Notre ambition est de construire un parti des travailleurs

non-bureaucratique, où les décisions sont prises de manière démocratique. Nous pensons que cela empêchera le parti de devenir étranger à la classe ouvrière.

Les efforts pour unir les Etats européens à travers l'Union Européenne ne donnent pas de solutions aux problèmes mentionnés plus haut. Il n'y a que des contradictions

mineures entre l'UE et les USA ; l'intérêt commun de maintenir le système capitaliste global rejette clairement dans la pénombre les éventuels désaccords entre les deux puissances

impérialistes. De plus, l'UE n'est aucunement plus « progressiste » que les USA. L'Union Européenne a été depuis le début un projet de la classe dominante européenne dans

l'intention de renforcer l'exploitation de la classe ouvrière européenne et mondiale. C'est pourquoi au Parti Socialiste, avec nos partis-frères dans d'autres pays

d'Europe, nous formons un front uni contre l'UE.

Le niveau de vie relativement élevé que le capitalisme a pu offrir au peuple

suédois est la raison principale pour laquelle les sept partis présents au parlement suédois (Sociaux-Democrates et Parti de Gauche inclus) peuvent être décrits comme pro-capitalistes. Il

faut donc un nouveau parti anticapitaliste ainsi qu'une résistance organisée, non seulement contre un gouvernement spécifique ou une entreprise spécifique, mais

contre le capitalisme mondial.

Pour remporter la victoire sur le capitalisme organisé au niveau mondial, il faut une classe

ouvrière organisée au niveau mondial. Ce n'est qu'en coordonnant la lutte, et en étant unis contre notre oppresseur commun que nous pouvons réussir.

C'est pourquoi nous avons décidé de nous opposer au capitalisme dans une campagne avec d'autres forces anticapitalistes de toute l'Europe lors

des prochaines élections européennes.

En Suède nous nous nous présenterons aux élections sur une plate-forme

commune avec les Socialistes du Parti de la Justice (Rättvisepartiet Socialisterna) et des candidats indépendants. Le nom de la plateforme est Initiative des Travailleurs. La

plate-forme et la campagne ont déjà gagné le soutien de représentants de syndicats locaux petits mais importants, principalement au sein du syndicat des métallurgistes (IF

Metall).

Pologne : Polska Partia Pracy (Parti polonais du travail)

Le PPP est né il y a quelques années en 2001. C'est à partir du syndicat « Sierpen 80 » (Août 80) que ce parti a commencé à se

construire pour donner une nouvelle représentation politique aux travailleurs.

Dans les années 90 avec la restauration du capitalisme, les syndicats dont « Solidarnosc », qui s'étaient opposés au régime bureaucratique

stalinien, ont pratiquement tous accompagné les politiques libérales des différents gouvernements, sociaux démocrates ou de droite, qui se sont

succédés. Depuis, toutes les mesures ont consisté à casser tous les acquis sociaux, les services publics, à privatiser à tour de bras. Alors que les

partis au pouvoir soumettaient le pays au dogme du libéralisme, la précarité, la pauvreté ne cessaient de progresser.

Né de la volonté de construire un outil politique efficace au service des travailleurs, le PPP a commencé à agir dans ce

contexte, avec la volonté de construire un mouvement de résistance à l'exploitation : la question des bas salaires, des mauvaises

conditions de travail, de la multiplication des contrats précaires (que les Polonais appellent « contrat poubelle »),de la protection sociale ou des retraites,

est au coeur de l'activité de ce parti.

Aujourd'hui les structures du PPP existent dans 14

Voïvodies (départements) sur 17 et sont également présentes dans la plupart des villes principales, l'implantation étant particulièrement

forte au sein de la Silésie, au sud de la Pologne, vieux bastion ouvrier et industriel du pays. En ce qui concerne la part des ouvriers parmi les membres du

parti, le PPP occupe la première place en Pologne. Il recrute parmi les mineurs, les sidérurgistes, les ouvriers de l'automobile mais aussi parmi les

personnels des supermarchés.

Dès qu'une lutte éclate, que des militants du PPP en soient ou pas

les instigateurs, le Parti est présent pour soutenir les grévistes. Depuis plusieurs années, le Parti Polonais du Travail participe activement à tous les mouvements

sociaux importants en Pologne. On les retrouve tant aux côtés des mineurs que des femmes dans leur lutte pour le droit à l'avortement ou contre la

participation des troupes polonaises à l'intervention en Irak et en Afghanistan, et contre l'installation en Pologne d'éléments du bouclier

anti-missile.

Présents aussi aux élections, le PPP, seul parti extra-parlementaire à avoir présenté

des listes dans toutes les circonscriptions, a obtenu, aux élections législatives en 2007, 160.476 voix, soit 0,99 % au niveau national,

dont près de 2 % en Silésie et ce malgré un blocus total de l'information dans les grands médias.

Pour les élections européennes à venir, le PPP exigera l'arrêt des privatisations et des « réformes » néolibérales, la gratuité de l'éducation et de la

santé, le retrait des armées polonaises d'Irak et d'Afghanistan, la semaine de travail de 35 heures, le salaire minimum à hauteur de 68% de la moyenne

nationale, entre autres revendications. Le PPP se réclame des traditions du mouvement ouvrier polonais et prône la collaboration avec

les partis de la gauche anticapitaliste à l'étranger.

C'est aussi pour cela que des

relations étroites se sont nouées entre le PPP et le NPA ces derniers mois. Et comme aime à le dire Boguslaw Zieteck, son président, le PPP ressemble au

NPA : un parti construit « par le bas » et résolument anticapitaliste.

Belgique: des listes

anticapitalistes aux élections européennes et régionales

Le 7 juin prochain, les

élections européennes coïncideront en Belgique avec des élections régionales dans un Etat fédéral qui a connu

récemment sa plus longue tourmente institutionnelle.

Mais, avec la

crise du capitalisme, les «querelles communautaires » entre les partis traditionnels francophones et néerlandophone

s sont désormais passées à l'arrière-plan. Le pays étant très dépendant du marché international, cette crise frappe

durement une série de secteurs-clé comme l'industrie automobile et la sidérurgie, où la production a été

réduite de 71%. Depuis le mois de septembre 2008, plus de 15.000 emplois ont été supprimés dans tout le pays et

les prévisions pour 2009 sont pires: 60.000 pertes d'emplois et 100.000 personnes supplémentaires au chômage. Un

ouvrier sur trois est aujourd'hui en chômage temporaire.

Comme ailleurs,

si le gouvernement a rapidement injecté 22 milliards d'euros pour sauver les banquiers, il refuse de

satisfaire les besoins sociaux de plus en plus criants. Malgré cette situation, les directions des deux puissants

syndicats FGTB (socialiste) et CSC (chrétien) sont totalement passives; aucune perspective de lutte sérieuse

n'est envisagée. Seule l'aile wallonne du syndicat FGTB mène actuellement une intéressante campagne de

sensibilisation anticapitaliste, mais elle ne se traduit pas encore sur le terrain de l'action.

C'est dans ce contexte que la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, section

belge de la IVe Internationale) se présente aux élections afin de défendre trois axes; 1° La nécessité, en Belgique comme

dans toute l'Europe, d'une mobilisation sociale d'ensemble pour empêcher que la population paye les

conséquences d'une crise dont elle n'est pas responsable. 2° Un plan d’urgence sociale et écologique, pour

interdire les licenciements, augmenter les salaires, réduire le temps de travail, défendre et étendre les services publics

et nationaliser les banques, l'énergie, etc. 3° Une alternative globale et anticapitaliste pour en finir avec un système qui

génère les crises, la misère, les catastrophes écologiques et la guerre. Une alternative non capitaliste et non productiviste;

l'écosocialisme.

Depuis des années, la LCR prône la construction

d’une nouvelle force politique anticapitaliste à gauche du PS et des Verts. Face à l’absence d’une perspective

concrète pour la réaliser à la veille des élections, elle avait plaidé pour que se réalise un front électoral unitaire des

principales organisations de la gauche radicale et anticapitaliste. Mais les démarches entreprises dans

ce sens envers le PTB (Parti du Travail de Belgique, maoïste, principal parti à «gauche de la gauche») et le

PC ont été infructueuses. La question de bases politiques clairement anticapitalistes, de la nécessité de rompre avec

l'Union européenne, les méthodes de négociation et le temps imparti ont pesé sur le processus de discussion et

n’ont pas permis d’obtenir un accord pour une liste unitaire large.

Malgré tout, aux élections européennes, la LCR se présente avec le PSL (Parti Socialiste de Lutte, l'équivalent belge

de la Gauche Révolutionnaire au sein du NPA). Au-delà des divergences, bon nombre de revendications et d'exigences

fondamentales sont communes, ainsi qu'une analyse sensiblement convergente de la situation présente. Tout

comme la LCR, le PSL participe également aux rencontres internationales de partis de la gauche radicale afin de constituer

un pôle anticapitaliste européen. Une liste unitaire «LCR-PSL» a donc été constituée, sur base d'une

déclaration politique et avec du matériel et des activités communs, tout en permettant à chaque organisation de

mener sa propre campagne de façon autonome, avec son programme et ses revendications spécifiques.

Ensemble, la LCR et le PSL ont récolté plus de 7.500 signatures d'électeurs/trices afin de pouvoir légalement

participer au scrutin. La tête de liste est Céline Caudron (LCR), 28 ans, militante féministe.

En outre, pour les élections au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, une unité

large a été réalisée à ce niveau puisque les sections régionales du PC, du PSL, de LCR et du Parti Humaniste, se

sont rassemblées sur une même liste sur base d'une plateforme clairement anticapitaliste.

La LCR et le PSL veulent avant tout utiliser ces élections comme une tribune pour

popularisier la nécessité des luttes, d'un plan d'urgence sociale et d'une rupture avec cette Europe du capital. Tant la

LCR que le PSL insistent sur le fait que la question d'une nouvelle force politique en Belgique, à l'image du NPA,

se posera avec de plus en plus d'acuité dans les mois à venir. Dans cette perspective, l'émergence de mobilisations

sociales d'ampleur pour faire payer la crise aux capitalistes sera déterminante.

Ataulfo Riera